Concurrence-complémentarités-interdépendances

Jean-Frédéric Vergnies

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2874>

DOI : 10.4000/formationemploi.2874

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2010

Pagination : 1

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Jean-Frédéric Vergnies, « Concurrence-complémentarités-interdépendances », *Formation emploi* [En ligne], 110 | 2010, mis en ligne le 15 septembre 2010, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2874> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.2874>

Concurrence-complémentarités-interdépendances

Le marché fait de plus en plus figure de modèle dans nos domaines de la formation et de l'emploi. Pour autant, le marché et la concurrence sont loin d'être les seules formes de coordination, la complémentarité, l'interdépendance sont aussi très répandues.

Ainsi, E. Verley et S. Zilloniz analysent l'enseignement supérieur comme un espace segmenté entre secteur sélectif, professionnalisant ou universitaire. Cela pourrait inviter à considérer ces segments comme concurrents. Pourtant, les étudiants en premier cycle ont des profils sociaux et scolaires, des pratiques studieuses et des projets très différenciés selon les secteurs. En outre, on assiste au développement des passerelles entre filières, qui deviennent alors complémentaires, ou au rapprochement entre établissements de segments différents, autrement dit cultivant leur interdépendance.

L'exemple du développement de l'enseignement supérieur anglais, étudié par A. Casta, incite aussi à dépasser la seule logique concurrentielle. Le doublement des effectifs étudiants a été permis par une élévation des frais d'inscription financés par des prêts étudiants et surtout par l'essor de l'emploi étudiant. Études et emploi deviennent ainsi complémentaires. Pourtant, on peut s'interroger sur les conditions de réussite de ces étudiants salariés, notamment au-delà d'un certain seuil d'heures travaillées. N'y aurait-il pas alors concurrence entre études et emploi ?

Dans le domaine des professions, que ce soit celle des avocats, évoquée par C. Bessy, ou celle des restaurateurs d'œuvres d'art en France et aux États-Unis, étudiée par L. Hénaut, ces auteurs convoquent tour à tour les notions de concurrence entre professions voisines, de complémentarité ou d'adossement avec les conditions de formation.

Concernant la mobilité des jeunes, modélisée ici par P. Lemistre et M.-B. Magrini, les questions de la concurrence, de la complémentarité ou de l'interdépendance entre territoires sont récurrentes. D'après les auteurs, les enjeux sont différents selon le niveau d'études et d'emploi. Les moins qualifiés sont peu mobiles, cantonnés dans leur territoire. Pour les jeunes mobiles, ou susceptibles de l'être, se pose la question : qui forme pour qui ? Il peut alors surgir la problématique de la concurrence entre région formatrice et région d'emploi. Pourtant, pour les emplois les plus qualifiés, le marché de l'emploi n'est pas local mais national. Cela nous ramène au domaine de l'interdépendance. Ainsi, les auteurs préconisent le financement des formations correspondantes au niveau national. Dans un précédent dossier, « Fuite ou mobilité des cerveaux » (numéro 103, 2008), B. Hugonnier évoquait même une régulation internationale.

Bonne lecture.

Jean-Frédéric Vernies, rédacteur en chef